

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1200 du 3 juin 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1200

**EDITORIAL** : La mondialisation de la liberté pp.1-2

**CONJONCTURE** : Incertitudes africaines pp. 3-4

**ACTUALITES** : Le pacte de responsabilité bat de l'aile p. 4 - La France a-t-elle besoin de l'UMP ? p. 5 - L'abdication de Juan Carlos dans une Espagne divisée p. 5

**REPONSES LIBERALES** : p. 6

**L'AGENDA LIBERAL** : pp. 7-8

## La mondialisation de la Liberté

Le D Day va donc être fêté vendredi. On peut y voir le juste hommage rendu à ces soldats qui ont débarqué en Normandie pour libérer et la France et l'Europe. Les quelques survivants dont nous entendons les témoignages nous disent avec quel enthousiasme, voire quelle inconscience, ils ont débarqué et gagné les premiers mètres du sol français sous un déluge de balles et d'obus. Fallait-il être héroïque pour aller au devant de la mort, simplement parce que la liberté le valait bien !

Il est des morts dont on pleure la stupidité, comme l'anniversaire de 1914 nous l'a récemment rappelé : pourquoi des peuples frères se sont-ils déchirés ? Qui savait réellement pourquoi on se battait ? Aujourd'hui encore les historiens sont divisés sur ce point. Il est au contraire des morts qui forcent l'admiration, parce

qu'elles ont été acceptées comme de volontaires sacrifices à des valeurs morales et spirituelles.

Ce qui me semble le plus significatif dans ce débarquement, c'est que les Français n'y ont pas participé. Certes, les réseaux d'authentiques résistants n'avaient cessé de renseigner les Alliés sur les positions et les mouvements des forces allemandes, ainsi que sur l'état de l'opinion publique française. Beaucoup ont accepté d'être les premiers martyrs de ces jours les plus longs et leur héroïsme mérite lui aussi d'être reconnu. Certes, les civils de Normandie ont payé un lourd tribut aux bombardements et aux exécutions sommaires. Mais en revanche, rares étaient les Français parmi les soldats qui ont débarqué, enrôlés dans des troupes alliées, canadiennes, anglaises ou américaines. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

La France a été libérée par des étrangers. Il est normal que le Président des Etats Unis, la Reine d'Angleterre, le premier ministre canadien soient présents en ce 70ème anniversaire du 6 juin. La présence de Vladimir Poutine s'imposait peut-être moins, bien que Stalingrad et le front russe aient occupé les troupes allemandes et affaibli leur contingent à l'Ouest.

Sans doute les soldats français prendront-ils leur part de combat et d'héroïsme en débarquant en août, hommes venus d'Afrique du Nord après une campagne d'Italie aussi meurtrière que victorieuse. Sans doute les premiers chars de Leclerc entreront-ils à Paris et à Strasbourg et porteront-ils le fer jusqu'au cœur de l'Allemagne. Mais, pour se concentrer sur le débarquement en Normandie, ce sont bien les Alliés qui ont ouvert la première brèche dans le dispositif allemand.

Cela m'inspire (peut-être à tort) trois réflexions :

- la France n'est pas seule et ne peut prétendre l'être,
- la Liberté est universelle et constitue le patrimoine commun de l'humanité,
- oublier la Liberté, c'est appeler le fanatisme et la guerre.

Nous les Français aimons bien cultiver nos « exceptions », au point même d'en mépriser les autres : ne sommes-nous pas les meilleurs et n'avons-nous pas de leçons à donner au reste du monde ? La réalité nous ramène épisodiquement à plus de modestie, voire d'humiliation : nous avons besoin de toutes les nations, de tous les peuples. « La France seule ! » le slogan maurassien, repris par de Gaulle, nous autorise-t-il à nier le lien indéfectible et irréversible qui nous unit aux Américains, aux Anglais et à tous les autres que nous tenons volontiers pour responsables de nos désillusions et de nos erreurs ? Le nationalisme gallican est une vieille tare, qui pousse aujourd'hui certains à rejeter la mondialisation et à rêver d'isolationnisme. « Made in France » : expression caricaturale qui n'ose même pas se dire en français.

**« « US go home » : les communistes vont vite faire vibrer la fibre patriotique » »**

La mondialisation, c'est celle que nous ont enseignée les Alliés, venus se battre non pas, ou pas seulement, pour sauver leurs propres intérêts et leurs propres vies, mais par-dessus tout pour défendre la liberté et la dignité de l'être humain, valeurs universelles détruites par l'inhumaine idéologie nationale-socialiste. Partout où des crimes contre l'humanité sont commis, l'histoire nous enseigne que se trouvent heureusement des hommes et des femmes pour s'émouvoir, se révolter, se mobiliser et aller jusqu'au martyre s'il le faut. A-t-on conscience de cette éternelle tentation des hommes de s'avilir jusqu'à la bestialité, mais aussi de cette éternelle résistance à la barbarie et du progrès de civilisation qui finalement l'emporte ? Le 20ème siècle, marqué par deux guerres mondiales et trois totalitarismes, de Lénine et Staline, de Hitler et de Mao, aura vu la barbarie s'installer. Mais il aura aussi vu les Alliés sur les plages du débarquement.

Ce n'est pas par hasard que la barbarie a progressé, ni qu'elle a été pour un temps maîtrisée.

Elle a progressé parce que les peuples, souvent égarés par les chefs d'Etat, ont refusé les exigences de la liberté et accepté l'émergence de sociétés fondées sur la lutte : lutte des classes, lutte des races, puis luttes des idéologies, puis enfin lutte finale : apocalypses de la dictature et de la guerre. Réunis à Dumbarton Oaks avant même la fin de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants alliés ont avec lucidité posé le diagnostic de cette guerre : c'est la poussée de protectionnisme, c'est la fin du libre échange mondial, qui ont fait le lit des nationalismes, dérapant en xénophobies.

**« La liberté, patrimoine commun de l'humanité, barrière contre la barbarie »**

Pour éviter que l'aventure se reproduise, ils ont essayé de créer un espace de liberté au sein duquel les hommes apprendraient à commercer, à travailler ensemble, à se connaître et à se comprendre. Telle a été aussi la réaction des vrais pères fondateurs de l'Europe : Adenauer, Gasperi et Schumann.

Attenter à la liberté, c'est semer la haine et la guerre. Accepter la liberté et sa responsabilité, c'est créer l'harmonie et la paix.

Ces leçons du 6 juin méritent d'être révisées quand rôde à nouveau le spectre de la barbarie.

**Jacques Garello**

## INCERTITUDES AFRICAINES

Que se passe-t-il en Afrique ? Des informations contradictoires proviennent de ce continent, longtemps oublié de la croissance économique. D'une part, on trouve des éléments positifs : un taux de croissance élevé et en hausse ; des investissements étrangers qui battent des records. De l'autre, un continent troublé par les incertitudes politiques, les divisions et guerres ethniques et religieuses, les actes de terrorisme. Ces éléments contradictoires rejaillissent sur les indices de liberté économique. Au total, un continent prometteur, pénalisé par l'instabilité politique et militaire.

### Des prévisions de croissance encourageantes

On a longtemps considéré l'Afrique comme le continent oublié dans la nouvelle physionomie du monde, dont nous avons parlé il y a un mois (« Pays émergents : le nouveau visage du monde »). Les pays émergents sont en Asie ou en Amérique latine, pas en Afrique. Les BRICS ne comportent qu'un pays du continent africain, l'Afrique du sud. La transition démographique est loin d'être achevée, tandis que de graves épidémies, à commencer par le sida, menacent la population. La majorité des pays les plus pauvres, les « PMA » (Pays les moins avancés) dans le vocabulaire de l'ONU, se situe en Afrique. Bref, un continent sinistré.

La réalité est plus nuancée en 2014. Certes, l'Afrique revient de loin et c'est le continent qui est resté le plus longtemps à l'écart du développement. Mais de nombreuses observations actuelles sont plutôt favorables. La croissance est rapide. Le PIB y a augmenté de 6,4% en 2012. Même si l'on a observé un ralentissement sensible en 2013 (3,9%), la comparaison avec la zone euro, en quasi-récession, est flatteuse pour l'Afrique. Les prévisions sont plus optimistes encore : 4,8% en 2014 et 5,7% en 2015.

Bien sûr, les taux sont élevés parce que l'on part d'un niveau très faible. Mais si l'on peut faire aujourd'hui des projections à moyen terme, c'est que la tendance semble irréversible. De la sorte, alors que le monde développé stagne, on ne peut plus dire que les écarts entre pays riches et pauvres s'accroissent : ils se réduisent réellement. Si l'Afrique du Sud, pays le plus développé d'Afrique, connaît une croissance de 3%, on attend pour 2014 ou 2015 des croissances entre 7 et 9% dans des pays aussi différents que le Mozambique, le Gabon, le Nigeria, l'Angola ou la Côte d'Ivoire et même l'Ethiopie, entre 5 et 6% au Sénégal, au Mali ou au Kenya et pratiquement autant (4,6%) au Maroc.

Pour l'OCDE et la Banque africaine de développement, qui fournissent ces chiffres, le décollage de l'Afrique est une réalité. La partie du continent la plus pauvre (l'Afrique subsaharienne) connaît même une croissance plus rapide que celle de l'ensemble du continent.

### Des ressources naturelles vendues sur le marché mondial

A quoi attribuer ce décollage de la plupart des économies africaines alors que, jusqu'à présent, seuls l'Afrique du Sud et le Maghreb étaient des foyers de développement ?

On invoque facilement, et à juste titre, la richesse de ces régions en matières premières (ressources agricoles, minerais, pétrole, gaz...). Elle contribue certes à ces bons résultats. Il est loin le temps du baril de pétrole à 3 dollars, où les adversaires du libre échange dénonçaient le « pillage » des ressources naturelles des pays pauvres, la dégradation des termes de l'échange au détriment des produits primaires, et voulaient fermer les frontières pour échapper à « l'impérialisme » des pays riches et organiser un développement « auto-centré » et planifié.

Le commerce international est incontestablement un facteur déterminant du décollage africain. Là encore, le rapport souligne que les pays ont tout intérêt à mieux s'intégrer à la chaîne de production internationale, de façon à exporter, comme l'Asie, des produits manufacturés. C'est un fait : les pays qui, dans le monde, se développent le plus vite sont ceux qui acceptent le libre-échange, facteur décisif de croissance.

### Des investissements privés en hausse spectaculaire

Toutefois, la croissance durable ne vient pas uniquement des dotations en ressources naturelles. L'investissement financier, comme l'investissement en capital humain et les facteurs institutionnels, ont un rôle majeur dans le développement.

De ce côté-là aussi il y a de bonnes nouvelles. Les investissements directs étrangers en Afrique pourraient atteindre en 2014 un montant record, avec 80 milliards de dollars. Selon le rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique, ce serait même la première source d'apports financiers extérieurs en Afrique, devant les transferts monétaires des migrants (67 milliards) et l'aide publique au développement (55 milliards). Au total, les financements extérieurs à l'Afrique ont été multipliés par quatre depuis l'an 2000.

Ceux qui ne comprennent rien aux mécanismes du marché diront que ces investissements obéissent à des règles de rentabilité et d'intérêt des investisseurs, contrairement à l'aide publique « désintéressée ». >>

## Incertitudes africaines (suite)

Comme le dit le rapport, ils sont attirés par la rentabilité du capital. Passons sur le désintéressement des Etats, mais c'est justement parce que les investissements directs étrangers obéissent à des règles de rentabilité que l'information est importante et que l'évolution est prometteuse : s'il devient rentable d'investir en Afrique, c'est que le développement y est en route, alors que l'aide publique est sans résultats économiques concrets et se perd souvent en corruption et détournement par la classe politique locale. Que le secteur privé occupe une « place grandissante » dans le financement du développement africain est une excellente nouvelle. De même, ce sont les pays émergents des autres continents qui y jouent un rôle croissant, complétant les échanges « Nord-Sud » par des échanges « Sud-Sud ».

Quant au capital humain, il doit contribuer au développement et l'épouvantail de la surpopulation africaine n'est pas un facteur de blocage. Bien au contraire, « il n'est de richesses que d'hommes ». La population africaine devrait doubler d'ici à 2050 et il y a déjà une classe moyenne de près de 350 millions de consommateurs. Mais il faut impérativement accentuer l'investissement en capital humain en consacrant un plus gros effort à la santé et à l'éducation des jeunes générations.

### Il manque un état de droit

Il y a cependant un important facteur de blocage du développement dans certains pays africains : c'est l'absence d'un état de droit, qui éloigne les investisseurs et gaspille la jeunesse. On a pu voir les désordres politiques consécutifs aux révolutions arabes en Afrique du Nord et on mesure aussi le poids du terrorisme dans des pays d'Afrique sub-saharienne, créant une insécurité fatale. La présence d'armées étrangères appelées au secours montre bien que la sécurité des axes de communications, des biens et des personnes, des règles juridiques, du droit de propriété, des échanges n'est bien souvent pas assurée, et ce ne sont pas les guerres religieuses ou ethniques qui peuvent créer un climat favorable. Le plus extraordinaire, c'est que le développement arrive malgré tout à se produire dans la plupart des pays en dépit de ces handicaps.

Le véritable défi auquel les populations africaines sont confrontées n'est donc pas économique, mais politique. C'est la violence, les coups d'Etat politico-militaires, les dictatures et le fanatisme qui constituent les véritables freins au développement. Comme par hasard ce sont les pays africains en queue du classement d'indice de liberté économique qui sont en pleine stagnation : Zimbabwe, Congo, Guinée équatoriale, Tchad, République Centrafricaine L'Afrique va accélérer son développement économique pour peu que la violence y cesse et que la liberté responsable y soit garantie.

**Jean Yves Naudet**

## Le pacte de responsabilité bat de l'aile

*Le dialogue social qui soutient le pacte est en péril*

**D**ès l'origine le pacte était ambigu. Ambiguïté sur les « cadeaux » faits aux « patrons » : les 30 milliards annoncés se réduisaient à 10, puisque les 20 milliards du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) y étaient inclus et que les 10 se ramenaient à 5,5 une fois que l'on avait bien fait le compte des allègements des charges familiales. Ambiguïté sur les « contreparties ». Imprudemment, des chiffres avaient été avancés par le Medef lui-même (un million d'emplois créés en contrepartie des exemptions fiscales), puis par Montebourg (il faut deux millions au moins), pour finalement ne plus réapparaître dans le débat, compte tenu de l'incertitude naturelle sur le

comportement et des entrepreneurs et de la clientèle !

Mais voici maintenant plus alarmant pour les artisans du pacte. Le gouvernement partait de l'hypothèse que les « partenaires sociaux » trouveraient les détails de mise en œuvre du pacte. Naturellement, la CGT a d'entrée de jeu refusé toute discussion bientôt suivie par FO, bien que la fonction publique soit moins directement concernée. Mais à la veille de son congrès national à Marseille, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, durcit fortement la position. Il estime que le gouvernement est désormais aux ordres du patronat. Après les cadeaux financiers, voici les cadeaux légaux : le

ministre du travail François Rebsamen, n'a-t-il pas envisagé de rehausser les « seuils sociaux », c'est-à-dire le chiffre des effectifs à partir duquel les entreprises ont des délégués du personnel et un comité d'entreprise ? D'un autre côté, pour Laurent Berger le Medef n'a fait aucune concession sur les contreparties et si rien n'intervient d'ici le mois de juillet, la CFDT menace de quitter à son tour la table des négociations.

La CFDT ne veut pas passer pour le soutien des entrepreneurs, mais pas davantage d'un gouvernement qui perd sa crédibilité chaque jour et fait fuir les électeurs pour les élections politiques, mais aussi les élections sociales qui interviendront à la rentrée. •

## La France a-t-elle besoin de l'UMP ?

*La question posée jadis en appelle une autre : a-t-on besoin de Sarkozy ?*

**D**ans un article du Figaro du 8 septembre 2013, je posais cette question impertinente : « La France a-t-elle besoin de l'UMP ? ». C'était au moment de la première grande bataille Copé-Fillon et je déplorais que les dirigeants de ce parti s'occupent davantage de la guerre des chefs que d'un programme de gouvernement, si possible libéral. Les choses ne se sont pas arrangées et l'on approche du seuil critique au-delà duquel toute crédibilité de l'UMP pourrait disparaître.

D'une part, la solution du triumvirat apparaît bien comme une manœuvre politicienne dépourvue de sens puisque Alain Juppé et François Fillon sont de potentiels candidats tous deux partisans d'un Etat fort et jacobin, tandis que Jean Pierre Raffarin est venu de l'armée libérale aujourd'hui démantelée et vise simplement la présidence du Sénat. Aucun ne

représente réellement un « courant » et n'est porteur d'un vrai programme. D'ailleurs, l'UMP a toujours exclu une libre expression des courants, bien que nous ayons une grande variété de « droites » : la sociale, la forte, la libre, la populaire, l'humaniste, etc.

Bref, l'UMP continue de se passer de toute référence doctrinale, parce que « la doctrine divise ». On a choisi de trouver un leader qui voudra bien ensuite nous livrer quelques idées majeures et nous faire quelques promesses bien senties. Nicolas Sarkozy tenait la corde jusqu'à l'affaire du financement de sa campagne, affaire dont il serait malséant d'insinuer qu'il aurait eu quelque bruit auparavant. Mais de quelle doctrine peut-il se réclamer ? Il a toujours plaidé pour le « pragmatisme », ce qui ne l'a pas empêché de s'affranchir formellement de « Hayek et Margaret Thatcher ». En fait,

non seulement les promesses (comme la suppression des 35 heures) n'ont pas été tenues, mais la France a poursuivi sa marche forcée au socialisme pendant son quinquennat : les déficits et la dette accrus, les impôts augmentés, les gages donnés à la gauche et aux Verts multipliés (les triomphants Grenelle de l'environnement). Aux deux questions posées, je réponds non et non : la France a besoin par priorité d'un message de reconstruction et d'espoir, incluant les questions sociétales (famille, droit pénal, culture) aussi bien qu'économiques et sociales. Elle n'a pas besoin d'un parti en surnombre de généraux, comme l'armée mexicaine, ni d'un leader maximo flexible et peu crédible. Quelques petits mois nous restent pour passer à autre chose et à d'autres.

**Jacques Garello**

## L'abdication de Juan Carlos dans une Espagne divisée

*Felipe VI face aux pressions républicaines et autonomistes*

**O**n a vanté à juste titre les mérites personnels de Juan Carlos. Investi par Franco (1975), il a su instaurer une authentique démocratie en Espagne, qu'il a solidement amarrée à l'Europe (1986), comme il a su tempérer, sinon maîtriser, les indépendantistes basques et catalans. Mais, comme on l'a dit, il a été éprouvé par les dérapages de la famille royale et sa santé est défaillante.

Comme la plupart des pays européens, le peuple espagnol a depuis quarante ans retiré les bienfaits d'une monarchie constitutionnelle, qui maintient un équilibre entre société politique et société civile. Tandis que les gouvernants sont issus du processus

électoral et sont soumis aux contrôles directs des citoyens, la famille royale représente le sommet de la hiérarchie de la société civile, assurant la pérennité des grands principes moraux, légaux et sociaux de la nation. La monarchie, même privée de tout pouvoir politique, est la plus efficace des limitations au pouvoir politique. Elle est de plus facteur d'union nationale, au dessus des divisions régionales, religieux. Voilà pourquoi elle doit être exemplaire. Ainsi ont vécu paisiblement le Royaume Uni, la Belgique, le Danemark, la Norvège, la Suède, les Pays Bas...et l'Espagne.

La monarchie a depuis quelques années du mal à contenir la pression des Catalans, dont les revendications autonomistes ont une

base démocratique mais aussi culturelle et historique très puissante, ainsi que des Républicains qui n'admettent pas la transmission héréditaire du trône. Les tensions des années 1936 remontent à la surface.

Pourtant, comme le Royaume Uni et la Belgique en attestent aujourd'hui, la monarchie constitutionnelle peut s'accommoder des particularismes régionaux. Elle accompagne assez naturellement une organisation fédérale du pouvoir politique. En France, on a résolu le problème : pas besoin de roi, nous avons une République « une et indivisible ». Juste besoin d'un empereur, d'un chef d'Etat, et d'une monarchie élyséenne – un système où l'on abdique rarement ! •

## Réponses libérales

Le but de cette nouvelle rubrique est double : d'une part, répondre à vos questions sur la mise en oeuvre des solutions libérales sur un point qui a retenu votre attention ; d'autre part, vous montrer le caractère simple et réaliste des réponses libérales. De la sorte, vous serez à même de persuader d'autres personnes de la pertinence et du bienfait du libéralisme.

Nous amorçons désormais un dialogue qui ira sans doute en s'élargissant au cours des prochaines semaines. Vous posez vos questions (si possible sur quatre lignes au maximum) sur [info@libres.org](mailto:info@libres.org).

Jacques Garello

**Question posée par le professeur Gérard Bramoullé, économiste, premier adjoint à la mairie d'Aix en Provence, auteur de « Finances et libertés locales » : l'Etat jacobin peut-il sérieusement dessiner une carte des régions ?**

Evidemment oui. La République est « une et indivisible ». Qu'il s'agisse des communes, des communautés, des départements, des régions, il s'agit de subdivisions de l'Etat français. Le pouvoir central a donc toutes raisons et toutes compétences pour fabriquer autant de cartes de France qu'il désire. On pourrait prendre le critère de la cuisine : les régions du Sud la cuisine à l'huile, les régions du Nord la cuisine au beurre, l'Île de France la cuisine chère. Un autre plaisantin a suggéré deux régions seulement : Paris et Pas-Paris, découpage sociologiquement et politiquement significatif. Les découpeurs de l'Élysée et de Matignon sont d'ailleurs prêts à redonner quelques coups de ciseaux si nécessaire.

A l'inverse, la doctrine libérale prône une division maximale du pouvoir, conforme au principe de subsidiarité : c'est la cellule de base, la commune qui devrait avoir les compétences les plus élargies en matière de services publics, les instances de niveau supérieur ne s'occupant que des problèmes qui n'ont pu se régler au niveau inférieur ; elles viennent en appui, elles sont « subsidiaires ».

Le libéralisme est donc en faveur d'un fédéralisme généralisé, liant des communautés largement autonomes et n'acceptant le pouvoir fédéral que pour des questions insolubles ou mal résolues au niveau local. Encore ce fédéralisme doit-il être assorti de deux dispositions constitutionnelles : d'une part, que les citoyens soient consultés sur les frontières de la communauté qu'ils entendent créer ; d'autre part, que chaque communauté ait un droit de sécession, ainsi que la possibilité soit de retrouver sa pleine souveraineté, soit de nouer d'autres liens fédéraux. Une telle organisation est dite « confédérale », au sens strict, elle a caractérisé la Suisse jusqu'en 1848.

On s'approcherait d'un tel système si la loi créant les nouvelles régions donnait à des départements le droit de changer de région et à des citoyens le droit de se prononcer par référendum.

Mais, comme vous l'avez expliqué dans votre remarquable ouvrage, il ne saurait y avoir de décentralisation et de fédéralisme et a fortiori de confédération sans un fédéralisme fiscal. Aujourd'hui, les finances locales sont entre les mains de l'Etat, qui fixe les taux, les bases, qui centralise les liquidités et octroie ensuite des dotations qui constituent l'essentiel des ressources communales. L'impôt, c'est une affaire d'Etat ! Ainsi, tout le bruit qui est fait autour de la nouvelle carte des régions n'a-t-il aucune substance, car l'Etat jacobin n'a nullement l'intention de laisser aux régions et autres communautés territoriales la moindre trace d'autonomie. Ce faisant, la France est le seul pays d'Europe ignorant la décentralisation.

Comme cela a été dit dans la Nouvelle Lettre, le débat autour du millefeuille n'est fait que pour distraire l'opinion des vrais problèmes que sont le chômage, la dette publique, la sécurité sociale et l'insécurité.

**Cette question et les réponses qui lui sont apportées sont purement fictives. Elles ont pour seul but d'illustrer le dialogue que vous ne manquez pas de nouer avec la Nouvelle Lettre.**

Commençons par l'annonce qui nous tient particulièrement à cœur : au cours de l'Assemblée Générale de l'ALEPS, on fêtera le numéro 1200 de la Nouvelle Lettre.

Faites le calcul : 40 Lettres par an, cela fait donc une série ininterrompue de 30 ans de Nouvelle Lettre. La série antérieure avait débuté (coïncidence) en 1981, c'est donc 33 ans de Nouvelle Lettre. Combien de publications hebdomadaires peuvent-elles se prévaloir d'une telle longévité ? Atteinte récemment par la limite d'âge et condamnée à abandonner la version en papier, la Nouvelle Lettre a amorcé une nouvelle carrière en passant à la version électronique. Je remercie très sincèrement les lecteurs, anciens et nouveaux, qui nous sont restés fidèles, c'est en particulier grâce à leur souscription en novembre dernier que nous avons pu continuer, mais aussi grâce à leur compréhension car rien ne remplace la version papier. Je vous le promets : dès que nous aurons recueilli les fonds nécessaires, nous reviendrons à l'ancienne formule. Si certains d'entre vous n'ont pas encore rempli leur déclaration de revenus, qu'ils sachent que nous pouvons recevoir leurs dons et leur adresser un certificat dans les temps voulus (ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4). Une autre façon de nous soutenir est de nous donner des adresses courriels de personnes qui seraient susceptibles de s'intéresser à la Lettre et de s'y abonner.

Ma fierté, c'est votre satisfaction. C'est aussi de ne jamais avoir changé un iota de la ligne doctrinale que nous nous étions donnée au départ : le libéralisme, philosophie de la liberté, de la responsabilité et de la dignité de la personne humaine.

Jacques Garello

**Mercredi 11 juin à 17 heures**

4 B Rue du Colonel Moll, 75017 Paris (métro Argentine ou Etoile)

## **Assemblée Générale Annuelle de l'ALEPS Allons nous provoquer un séisme libéral ?**

Depuis longtemps nous l'avons souhaité et décrit. Il serait temps maintenant de le réaliser, il n'y a que quelques mois avant les échéances décisives, si le calendrier actuel est respecté.

Les événements actuels démontrent que le pouvoir en place a un vrai projet de société : détruire l'économie et les bases morales de notre pays, mais que l'opposition n'a aucun projet, sinon de choisir le grand chef qui la conduira à la défaite.

Les libéraux peuvent faire la démonstration de ce que l'on peut faire en France si l'on veut bien rompre avec l'étatisme et libérer les Français des contraintes économiques, sociales, fiscales, intellectuelles et morales qu'ils subissent. Sans doute au cours de cette Assemblée sera présentée une première esquisse d'un programme pour une majorité nouvelle.

*Les inscriptions peuvent être prises auprès de Madame Jacqueline Balestier au 35 Avenue Mac Mahon (01 43 80 55 18), sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org) par mail à [info@libres.org](mailto:info@libres.org). Nombre de places limité.*

## **Jeunes et Entreprises : Comment faciliter l'insertion ?**

Le jeudi 19 juin 2013 de 9h00 à 12h30

Salle Victor Hugo – Assemblée Nationale – 101 Rue de l'Université 75007 Paris



Voici un nouveau colloque organisé par le groupe d'élus entrepreneurs constitué autour d'Olivier Dassault et Jean Michel Fourgous.

Le colloque se déroule en deux tables rondes. Sur le premier thème « **Comment former nos jeunes à réussir dans un monde en pleine mutation ?** », on relèvera la participation de Denis Payre, chef d'entreprise, président de « Nous Citoyens ». Cet authentique libéral a présenté des listes aux élections européennes, dont les scores sont meilleurs que ceux de Lutte Ouvrière ou autres groupuscules régulièrement invités dans les médias.

Les initiatives de Génération Entreprise sont toujours intéressantes, mais nous souhaiterions qu'elles sortent du monde de l'entreprise pour embrasser tous les autres domaines. La révolution libérale ne peut passer pour corporative, c'est un projet de société.

**Contact : 01 40 63 67 78 ou [vhacke@generation-entreprise.fr](mailto:vhacke@generation-entreprise.fr)**



## L'ÉTHIQUE DE L'ENTREPRENEUR

21e colloque du Centre d'éthique économique  
**Judi 19 juin et Vendredi 20 juin**  
salle des Actes de la Faculté de Droit d'Aix en Provence

### CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE

Secrétariat du colloque : Françoise Bensakkoun - Téléphone :  
04.42.17.28.73 - Télécopie : 04 42 17 28 59  
e.mail : francoise.bensakkoun@univ-amu.fr ou fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr  
site internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr



UNIVERSITÉ EUROPÉENNE  
DES LIONS

Aix-en-Provence, 22 - 29 Juin, 2014



### Pour les étudiants, Université Européenne des Lions

Aix en Provence (22-29 juin)

## Un nouveau visage de l'Europe ?

Séminaire de découverte et de débats pour les étudiants (autour de 18-25 ans) engagés dans des études supérieures (peu importe leur nature).

Dans un esprit d'ouverture ce séminaire (un groupe en français, l'autre en anglais) est proposé à tous les étudiants, avec ou sans parrainage d'un Lions Club. En tout état de cause se reporter au site [summeruniv.com](http://summeruniv.com) pour obtenir informations sur le programme et modalités d'inscriptions.



EUROPEAN RESOURCE BANK 2014

Reforming Europe for the 21<sup>st</sup> century



### Aix en Provence 25-27 juin 2014

Rejoignez la onzième édition de l'European Resource Bank et retrouvez les dernières réalisations et annonces des projets des Centres, instituts, Universités, revues, Journaux, qui vous seront présentés notamment par quelques intervenants célèbres comme Gérard Bramoullé, Pierre Garello, Alain Madelin et Pascal Salin (pour la France), Pierre Bessard (Suisse), Christ Butler, Tom Palmer et Fred Smith (Etats Unis), Michel Kelly-Gagnon (Canada), Barbara Kolm (Autriche), Sascha Tamm (Allemagne), James Bartolomew (Angleterre), Carlo Stagnaro (Italie).

Informations complètes et inscriptions sur le site <http://europeanresourcebank.com>



**avec le concours de  
l'ALEPS, Contribuables associés, Liberté Chérie, l'Institut Coppet, l'iFRAP, l'IREF et  
Alternative Libérale**

Du 4 juillet 2014 au dîner au 6 juillet au déjeuner  
Hôtel Caliceo à Saint-Paul-Lès-Dax

## Services privés, service public

Retrouvez le programme détaillé de ce 6ème Weekend de la Liberté dans la dernière Nouvelle Lettre ou reportez-vous dès maintenant à [www.bastiat.net](http://www.bastiat.net) ou [cercle.bastiat@gmail.com](mailto:cercle.bastiat@gmail.com) ou au 05 59 45 36 47